



## DOCUMENT D'ORIENTATION

Adresse : 10, rue du Méric, 57 050 METZ

Tel : 03 87 75 19 53

**50<sup>ème</sup> CONGRÈS  
DE LA CGT MOSELLE**

**la  
cgt**  
20 et 21 mars 2025  
à SAINT-AVOLD

*Le document d'orientation est un texte politique majeur adopté lors d'un congrès confédéral (national), régional ou de fédération. C'est un peu la boussole stratégique du syndicat pour les années à venir (généralement 3 ans).*

### *Il résume :*

- *L'analyse que la CGT fait de la situation sociale, économique et politique,*
- *Les revendications centrales,*
- *Les priorités de lutte,*
- *Les orientations d'organisation (comment se renforcer, se structurer, développer la syndicalisation, améliorer la démocratie syndicale, etc.), et les perspectives de transformation sociale.*

*C'est donc un document à la fois analytique, revendicatif et programmatique.*

# PRÉAMBULE

La Confédération Générale du Travail (CGT) a aujourd'hui 130 ans. Fondée en 1895 à Limoges, elle trouve ses racines dans un contexte de luttes ouvrières intenses du XIXe siècle, nourries d'un héritage révolutionnaire. Dès ses débuts, la CGT s'est imposée comme une organisation de lutte de classe, rassemblant des militant·es, tous et toutes animé·es par une même volonté de transformation sociale radicale.

Au début du XXe siècle, des figures majeures du syndicalisme révolutionnaire ont façonné l'identité de la CGT, notamment à travers la Charte d'Amiens adoptée en 1906. Ce texte fondamental affirme l'indépendance du syndicat vis-à-vis des partis politiques et place la grève générale et l'action directe au cœur de ses stratégies de lutte. La Charte d'Amiens incarne l'esprit du syndicalisme révolutionnaire, promouvant l'idée que l'émancipation des travailleurs et des travailleuses doit être totale, englobant à la fois les dimensions économique et politique.

Le syndicalisme révolutionnaire, reposait déjà sur des principes de solidarité et de confédération des luttes. Il voyait le syndicat non seulement comme un outil de revendication, mais aussi comme un moyen d'émancipation collective, préparant les travailleurs et travailleuses à une société future libérée du joug du capitalisme et de l'autoritarisme.

Au fil des décennies, à travers des combats acharnés contre l'exploitation, la CGT a affirmé son rôle central dans la défense des droits des travailleurs et travailleuses, et dans la construction d'une société plus juste et égalitaire. Malgré les tentatives de division et les périodes de répression, la CGT a su se renouveler tout en restant fidèle à son engagement pour la justice sociale et l'émancipation de toutes et tous.

C'est cette solidarité indéfectible et cet esprit de camaraderie qui continuent de guider nos luttes aujourd'hui. En nous inspirant de cet héritage, nous poursuivons notre engagement pour transformer la société et défendre les droits des travailleurs et travailleuses.

## PARTIE 1: NOTRE DÉPARTEMENT, UNE TERRE DE LUTTE

### **1-1- L'exigence de nouvelles relations internationales et de coopération.**

La vie internationale est dominée par la guerre, des menaces de généralisation et des logiques d'affrontement. Alors que l'humanité affronte des défis considérables : la lutte contre le réchauffement climatique, le sous-développement chronique, le droit à la santé et à l'éducation pour toutes et tous, de nombreux peuples sont victimes de guerres et vivent dans des souffrances intolérables.

La CGT réaffirme son engagement pour la paix, pour un monde de coopération, de partage, et de fraternité entre les travailleuses et travailleurs et pour le respect et l'amélioration du droit international. Nous sommes pleinement solidaires des luttes des peuples pour le respect de leurs droits et pour leur émancipation.

Les syndicats doivent pouvoir exercer partout leurs activités, en pleine indépendance des pouvoirs en place. Les mobilisations internationales doivent se renforcer pour faire progresser partout les droits sociaux et imposer des exigences de paix et de coopération.



## **1-2- Contre l'escalade militariste et la guerre, la CGT doit s'organiser !**

Macron veut nous préparer à des « sacrifices » pour financer sa course à l'armement, qui entraînera une augmentation des budgets militaires à 90 milliards par an en France. Cette escalade a lieu partout en Europe, à l'image de l'Allemagne qui est en train de débloquer 900 milliards d'euros pour développer ses capacités guerrières.

Pour trouver de telles sommes, ils mettront en place des attaques anti-ouvrières historiques, à commencer par une réduction énorme des moyens dans les services publics essentiels. Dans une société capitaliste qui se prépare à la guerre, quelle place pour nos soins ? Pour nos aîné·es ? Pour l'éducation de nos enfants ? Pour la culture ?

Si dans nos entreprises les syndicats connaissent actuellement la vague de répression antisyndicale la plus forte depuis 1945, le pire de ce que nous promettent Macron et les capitalistes est devant nous. Ils vont vouloir rendre l'air irrespirable dans les usines, dans les entreprises et les services publics, nous écraser sous une exploitation insupportable. Déjà, la guerre commerciale qui s'intensifie avec les États-Unis et la Chine exerce une pression pour que les travailleurs et les travailleuses fassent profil bas, soi-disant pour ne pas nuire à la compétitivité de leur branche. Demain, quand des salarié·es revendiqueront leurs droits, les accusera-t-on de faire le jeu de la Russie ? De nuire à l'économie nationale ?

Au siècle dernier, Anatole France écrivait déjà : « On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels ». On voit déjà à quel point les grands groupes de l'armement se frottent les mains des annonces du gouvernement. En réalité, la « menace russe » est surtout agitée pour mener une autre guerre, celle contre les droits des travailleurs et des travailleuses. Alors nous disons à ceux qui vont subir ces attaques et pour qui la situation sociale était déjà invivable avant ces annonces : notre ennemi principal ne se trouve pas à Moscou mais à l'Élysée et à la tête des principales banques et industries du pays.

Seule la lutte des classes pourra mettre un coup d'arrêt à la marche vers la guerre à laquelle participent les puissances impérialistes. Notre solidarité va donc aux centaines de milliers d'ouvriers, d'ouvrières, d'employé·es, de paysans, de paysannes de jeunes Ukrainien·nes et Russes qui subissent aujourd'hui une guerre pour le partage du monde entre capitalistes.

Si ce tableau est sombre, il y a pourtant une autre voie à suivre. Il faut reprendre le chemin de la lutte contre le patronat et ce gouvernement illégitime et d'autant plus brutal qu'il est affaibli. Le gouvernement n'a aucune intention de discuter avec les syndicats de la retraite à 60 ans, il a déjà annoncé vouloir s'inspirer du modèle danois, qui a fait passer l'âge de départ à la retraite à 70 ans pour financer l'armement !

La voie à suivre est celle de l'organisation des travailleurs et des travailleuses pour mettre à bas ce gouvernement et son escalade militariste, pour obtenir des investissements massifs dans les services publics, une augmentation généralisée des salaires, l'interdiction des licenciements et la fin de la précarité sur les lieux de travail !

## **1-3- La Moselle, terre industrielle marquée par des décennies de luttes ouvrières.**

La Moselle est un territoire où la solidarité et le combat pour les droits des travailleurs et travailleuses sont profondément enracinés. Prenant un caractère national, certaines batailles ont permis de situer notre département sur la carte de France.

Durant la guerre, la Moselle est annexée à l'Allemagne, de nombreux et nombreuses syndicalistes participent à la résistance et s'engagent dans le groupe Mario pour combattre le nazisme dont nous commémorons le 80ème anniversaire de la défaite.

Cette histoire riche offre une base solide pour envisager de nouveaux combats, notamment dans le contexte actuel de transition écologique et de défense des services publics, qui sont des enjeux centraux pour l'avenir.

Le mouvement syndical en Moselle reflète une population attachée à ses droits et à la justice sociale. Historiquement, les luttes ouvrières ont forgé la culture militante de la région, que ce soit dans les mines, la sidérurgie ou le secteur public dessinant une nouvelle carte sociale. Ces luttes ont permis des avancées significatives : meilleures conditions de travail, protections sociales renforcées, et reconnaissance des services publics comme un pilier de la société.

Les fermetures d'usines et la privatisation de certains services publics ont affaibli ces acquis. Malgré ces pertes, la CGT Moselle a maintenu une force militante capable de résister et de réinventer ses modes d'action. Nous avons perdu certaines batailles, mais nous avons aussi remporté des combats importants contre les licenciements et la précarisation des emplois.

#### **1-4- La répression syndicale, outil du capital**

Dans notre département, comme partout ailleurs, la répression syndicale est, plus que jamais, l'un des outils du capital pour affaiblir le mouvement syndical. Face aux luttes sociales et à l'organisation des travailleurs et travailleuses, les directions d'entreprises et l'État n'hésitent pas à attaquer directement les militant·es.

La CGT Moselle a connu de nombreuses attaques visant à faire taire les voix contestataires, mais à chaque fois, la solidarité syndicale et le rapport de force ont permis de résister.

Par exemple, l'affaire NEUHAUSER illustre bien la stratégie patronale de criminalisation de l'action syndicale. La direction de cette entreprise a tenté d'écraser la contestation en ciblant le délégué syndical CGT et plusieurs militants, espérant affaiblir l'organisation dans son ensemble. Mais grâce à la mobilisation des camarades, au soutien des syndicats locaux et à la solidarité, nous avons pu défendre notre camarade et démontrer que l'intimidation ne fonctionne pas.

De même, la direction de la CAF a tenté d'entraver l'activité de la CGT en s'attaquant à la secrétaire du CSE (Comité Social et Economique), engagée dans la défense des services publics. Là encore, la répression visait à décourager le personnel en frappant un visage de la contestation.

Pourtant, le rapport de force ont permis de contrer cette intimidation.

Le cas du secrétaire de CSE, cheminot et militant CGT à la SNCF, illustre la répression pour engagement syndical. La mobilisation des camarades a permis de dénoncer les pratiques répressives et de protéger ce camarade face à l'arbitraire patronal.

Ces exemples, parmi d'autres, montrent que la répression syndicale est une arme systématiquement utilisée pour briser les luttes. Cependant, la solidarité et la mobilisation collective restent les réponses les plus efficaces face à ces attaques. En Moselle, nous avons appris que l'effet de groupe et le rapport de force sont essentiels pour protéger nos militant·es et poursuivre nos combats pour l'égalité, la justice sociale et un avenir durable.

#### **1-5- La Moselle face aux mutations économiques.**

Ces dernières décennies, la Moselle a connu des mutations profondes. Malgré des aides publiques trop souvent versées sans conditions ni regard quant à leur utilisation, la désindustrialisation se poursuit, redessinant la carte sociale du département. Le recul de l'industrie entraîne un éclatement du salariat, tandis que le poids des PME (Petites et Moyennes Entreprises) et des TPE (Très Petites Entreprises) progresse.

La reconversion économique de certains sites, n'a pas atteint ses objectifs, et l'emploi se concentre de plus en plus dans les services et commerces. Cette transformation pose de nouveaux défis à notre syndicalisme, qui doit s'adapter pour organiser les salarié·es dans des contextes de travail en constante évolution.

La « révolution » numérique depuis plusieurs décennies et maintenant l'arrivée de l'Intelligence Artificielle ont et vont continuer à transformer le travail. Pour appréhender ce que l'on nous présente comme une révolution, la CGT doit continuer à porter la semaine de 32h pour que les gains de productivité engendrés profitent réellement à celles et ceux qui créent les richesses et non au capital et aux actionnaires.

## Industrie

Pour retrouver une indépendance industrielle, il nous faut non seulement investir en France dans une véritable planification industrielle et de R et D mais consolider l'industrie existante.

Le développement de notre industrie et des emplois qui y sont attachés est à inscrire dans la lutte contre le réchauffement climatique et contre les atteintes à la biodiversité. Développement de l'industrie et lutte pour l'environnement vont en effet de pair.

En 2023, avec 6500 emplois, la Moselle représentait 27 % des emplois de la filière automobile en Grand Est et avec 3500 emplois, 40 % des emplois de la filière sidérurgie en Grand Est. Notre département reste donc toujours un département fortement industrialisé et fortement dépendant de ces deux filières.

Notre Union Départementale devrait se doter d'un collectif « Industrie/Environnement » à l'aune du « plan d'actions syndicales pour l'industrie et l'environnement » décidé au CCN de novembre 2023.

En effet, plusieurs dossiers de la filière automobile tels Ineos Hambach et Stellantis Tremery/Borny ainsi que de la filière sidérurgie avec les groupes Arcelormittal Florange/Gandrange, Novasco Hagondange et Saarlouis Hayange, doivent faire l'objet d'un suivi régulier et d'un travail croisé profession/interpro où la région Grand Est pourrait avoir une place centrale dans le cadre des prérogatives du CESER (Comité Économique Social et Environnemental Régional).

La CGT Moselle se doit aussi de porter et suivre des projets industriels tel que celui de la construction d'une nouvelle aciérie électrique axé sur l'économie circulaire. Des projets sont aussi annoncés comme celui d'Héliosolis, usine de construction de panneaux photovoltaïques sur le site d'Hambach. Nous avons aussi entendu parler ces derniers mois d'une éventuelle source d'hydrogène « blanc » sur le site de Carling où la plateforme chimique reste une base industrielle forte du département.

Notre UD doit s'emparer de cette question qui demeure potentiellement porteuse d'espoir et d'emplois pour notre département.

Nous devons peser sur le débat public départemental pour que la transition écologique indispensable suppose un renforcement et une transformation de nos industries avec des propositions concrètes de nos syndicats. Les milliards d'aides publiques aux entreprises doivent servir à l'intérêt général et pas seulement la rémunération du capital à travers les actionnaires

### Les services publics

La poursuite des politiques libérales a conduit à un recul sans précédent des services publics dans notre département, ce qui a fortement dégradé la vie quotidienne de la population et fait reculer les droits sociaux. Le tout numérique conduit à des difficultés supplémentaires pour une partie importante de la population.

À l'opposé de cela, la CGT considère que l'investissement dans les services publics est une exigence incontournable pour répondre aux défis sociaux et environnementaux ainsi qu'au besoin de proximité de la population. La prise en charge des personnes âgées, des jeunes enfants et des personnes en situation de handicap, l'énergie, l'eau, le logement, l'éducation nationale, l'enseignement supérieur et la recherche, entre autres : il faut renforcer la gestion publique pour préserver ces secteurs des prédateurs financiers. La convergence des luttes est la clé pour faire avancer ces revendications essentielles.

En témoigne le succès du collectif « Sauvons la Forêt de Mercy », dans lequel plusieurs syndicats CGT sont engagés avec l'implication de l'Union Locale CGT de Metz et l'Union Départementale.

Le collectif a su fédérer des militant·es de nombreux horizons, et s'organiser pour réussir à faire suspendre le Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Métropole de Metz par la Justice administrative. Cette première victoire permet de poursuivre la mobilisation unitaire, pour renforcer les services et les investissements publics et la défense de l'environnement, face aux intérêts privés.

## 1-6- Transfrontaliers

De nombreux travailleurs et travailleuses se rendent chaque jour au Luxembourg pour exercer leurs activités. Une approche transfrontalière est indispensable. Il est donc essentiel que l'UD Moselle continue à enrichir ses liens avec les syndicats luxembourgeois, belges et allemands et portent les revendications de ces travailleurs et travailleuses. Les relations doivent être continues et approfondies afin de pouvoir, si nécessaire, porter les combats transfrontaliers dans l'intérêt de toutes et tous.

## 1-7- Défis actuels et mobilisations à venir

C'est en convainquant nos collègues de la nécessité de se mobiliser, de lutter et de s'émanciper par nous-même que nous construirons une organisation efficace et utile de la classe ouvrière. Plus nous serons nombreux et nombreuses, plus notre défense des travailleurs et travailleuses sera efficace.

Dans chaque lieu de travail, nous utilisons tous les moyens d'action qui peuvent permettre de développer l'intervention des salarié·es pour défendre leurs conditions de travail et la confiance dans l'action collective. La grève est pour nous l'arme la plus déterminante des salarié·es pour faire valoir leurs revendications, car sans notre travail, rien ne fonctionne. Mais nous avons besoin pour nos luttes d'une stratégie, d'un plan de bataille réfléchi afin de convaincre nos collègues que nous pouvons gagner. La solidarité de l'ensemble des travailleurs et des travailleuses, l'unité pour l'action et l'interprofessionnalité sont au cœur de notre activité syndicale : riposter tous ensemble et en même temps sera nécessaire. Nous devons mobiliser tous les secteurs autour de causes nouvelles, notamment la transition écologique, en exigeant des investissements dans des industries vertes et des services publics renforcés.

Il ne s'agit pas seulement de préserver des emplois, mais de créer des postes porteurs de sens pour l'avenir, tout en luttant contre les discriminations et les inégalités salariales. Nous devons revendiquer des investissements massifs pour un modèle économique durable et socialement juste, en impliquant pleinement les travailleurs et travailleuses dans cette transformation.

## Le Nouveau Statut du Travail Salarié

La CGT a inscrit le travail et sa transformation au centre de sa démarche pour un développement humain durable, renforçant la place centrale de la proposition d'un Nouveau Statut du Travail Salarié (NSTS), garantissant à chacune et à chacun des droits individuels et leur transférabilité (Ex. : Droit à un salaire, à la formation professionnelle, à une protection sociale, à la démocratie sociale etc ...). Il concerne l'ensemble du salariat, du privé comme du public, quelle que soit la taille de l'entreprise ou du service.

Le nouveau statut du travail salarié doit permettre à chaque salarié·e, de la sortie du système scolaire à la fin de sa carrière professionnelle, de disposer d'un certain nombre de droits cumulatifs et progressifs, transférables d'une entreprise à l'autre, d'une branche à l'autre, opposables à tout employeur.

Il s'agit de droits individuels, attachés à la personne de la, du salarié·e qui ont besoin, pour être opérationnels, de s'appuyer sur un corps de garanties interprofessionnelles élevé. Ils constituent un socle commun de droits interprofessionnels, base de la construction de tout statut et convention collective, dans le respect de la hiérarchie des normes et du principe de faveur.

## La Sécurité sociale, une conquête sociale

Il est nécessaire d'engager une démarche de reconquête fondée sur les principes qui ont présidé à sa création (unicité, universalité, solidarité, démocratie, partage des richesses créées par le travail). Il convient d'être attentifs et attentives et mobilisé·es ensemble pour garantir et développer le régime local, le régime minier et son offre de soin ouverte à l'ensemble des assuré·es sociaux.

La Sécurité sociale doit permettre de sécuriser et de protéger les citoyen·nes contre les aléas de la vie mais elle est aussi un outil de transformation sociale. Elle doit répondre aux besoins sociaux des populations aggravés par le système capitaliste tels que la perte d'autonomie, les carrières décousues, les inégalités femmes/hommes, les besoins de santé, l'urgence climatique, etc.

Elle doit aussi permettre d'instaurer une société plus juste et démocratique au service des travailleurs et travailleuses et de toute la population (retraité·es, privé·es d'emploi, étudiant·es...).

# RÉSOLUTION I



Développer les actions militantes, notamment par la grève, en accord avec les forces et les propositions des salarié·es.



Développer la syndicalisation : La syndicalisation passe avant tout par la création de nouveaux syndicats et le renforcement de ceux qui existent ; des actions spécifiques doivent être également engagées vers les salarié·e.s des PME ; un stand syndicalisation devra se tenir pendant les manifestations.



Soutenir et accompagner particulièrement les syndicats des entreprises et secteurs professionnels dans lesquels des licenciements massifs se profilent.



Défendre les services publics avec les syndicats concernés.



Créer les conditions favorables à la convergence des luttes.



Soutenir les camarades et développer la solidarité dans la lutte contre les répressions syndicales.



Création d'un collectif industrie / environnement.



# PARTIE 2 : UN CAPITALISME PRÉDATEUR QUI AMÈNE L'EXTRÊME DROITE AUX PORTES DU POUVOIR

Etats-Unis, Italie, Hongrie, Russie, Argentine... l'internationale fasciste gagne du terrain à mesure que le capitalisme broie les travailleurs et travailleuses.

La crise politique actuelle, engendrée par les représentants du capital, a rapproché l'extrême droite de l'accession au pouvoir en France. Depuis des années, la CGT Moselle s'est engagée avec fermeté contre l'extrême droite, défendant les valeurs de solidarité, d'égalité et de justice sociale, essentielles pour les travailleurs et travailleuses. L'ascension de l'extrême droite, avec ses idées xénophobes, sexistes et autoritaires, menace directement nos droits et l'unité du monde du travail. Le Rassemblement National en particulier a fait de l'imposture sociale une spécialité en se présentant comme l'allié des travailleuses et travailleurs. Pourtant la lecture de son programme démasque son obédience envers les intérêts des plus riches et du patronat.

Les syndicalistes sont une des cibles « privilégiées » de l'extrême droite. Au syndicalisme de lutte qui vise à construire un rapport de force favorable aux travailleurs et aux travailleuses, l'extrême droite préfère le corporatisme fasciste qui a la volonté d'imposer par le politique la fin définitive du conflit entre le capital et le travail, en faisant croire à une harmonie entre l'un et l'autre. A l'inverse, la CGT a conscience de la nécessité de la lutte des classes pour faire aboutir son projet de société.

Face à l'extrême droite et les gouvernements qui lui pavent la voie avec leurs lois réactionnaires successives, notre union départementale agit pour contrer non seulement la progression électorale de l'extrême droite, mais aussi l'infiltration de ses idées dans la société et parfois au sein même de notre organisation.

## 2-1- Un capitalisme en crise et en recherche de rentabilité

Notre congrès se déroule dans un contexte de crises économique, sociale et environnementale profondes. Les dirigeant-es économiques exigent un soutien accru des pouvoirs publics pour maintenir la rentabilité du capital, vampirisant les finances publiques. Le coût du capital pèse de plus en plus lourdement sur les salarié-es, les dépenses publiques et la planète. Des secteurs essentiels, comme le logement et les services publics, souffrent d'un sous-financement chronique, et certaines missions de services publics sont abandonnées quand dans les même temps les dividendes versés aux actionnaires n'ont jamais été aussi importants. Il n'y a donc pas de problème de productivité ou de rentabilité mais un problème de redistribution des richesses produites par les travailleurs et travailleuses.

Les plans sociaux se sont multipliés en 2024 malgré les aides publiques, avec des licenciements massifs, notamment dans la métallurgie et l'automobile, qui sont cruciales pour notre région. Les actionnaires prennent les commandes, dégradant les conditions de travail et poursuivant l'externalisation et la sous-traitance, aggravant ainsi l'exploitation des salarié-es.

Le salariat continue de se transformer avec l'élévation des qualifications exigée par la révolution informatique, mais ces évolutions ne se traduisent pas toujours par une reconnaissance effective des qualifications.



Le patronat exploite ces mutations pour diviser les collectifs de travail, rendant nécessaire une adaptation de notre syndicalisme pour accueillir et organiser les salarié·es. concernant les ingénieurs, cadres et techniciens, la mise en place d'un Comité Départemental de l'UGICT (Union Générale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens) devient une urgence.

## **2-2- Un collectif de lutte contre les idées d'extrême droite : un engagement fondamental**

La création d'un collectif de lutte contre l'extrême droite au sein de la CGT Moselle marque une étape clé. Ce collectif, composé de militant·es de divers secteurs, sensibilise et forme les syndiqué·es sur les dangers de ces idées et les moyens de les combattre efficacement. Au cours du prochain mandat, ce collectif se développera pour devenir un espace de réflexion et d'action, coordonnant des initiatives départementales et soutenant les syndicats face aux tentatives d'implantation de l'extrême droite.

## **2-3- Former les militant·es pour un combat quotidien dans l'entreprise**

La lutte contre le capitalisme et l'extrême droite ne peuvent se limiter aux manifestations. Bien qu'indispensables, ces mobilisations ne suffisent pas à endiguer la diffusion des idées réactionnaires. Il est crucial de renforcer la formation syndicale, l'analyse et la conscience politique pour que chaque adhérent·e puisse déconstruire ces discours simplistes mais efficaces, qui jouent sur les peurs et les divisions. Nos formations dotent les militant·es d'outils pour réfuter les fausses solutions économiques et les discours de haine, réaffirmant ainsi les valeurs de solidarité et d'égalité. C'est également en demeurant le syndicat du « carreau cassé » que nous serons mieux entendu·es sur nos revendications.

La lutte contre l'extrême droite et les idées d'extrême droite est un combat quotidien qui doit s'ancrer dans toutes nos actions syndicales. L'extrême droite prospère sur les inégalités et les discriminations, profitant du sentiment d'abandon de certain·es travailleurs et travailleuses. En luttant contre les causes de ces inégalités, nous affaiblissons la base de l'extrême droite. Chaque combat contre les discriminations basées sur l'origine, la religion, le genre ou l'orientation sexuelle est aussi une lutte contre l'extrême droite. Promouvoir l'égalité et défendre les droits des personnes LGBTQIA+ (Lesbiennes, Gays, Bisexuel·les, Trans, Queer, Intersexué·es, Asexuel·les) et des migrant·es combat l'idéologie de division et de hiérarchie de l'extrême droite.

## **2-4- L'égalité femme-homme : une priorité**

L'égalité femmes-hommes est centrale dans notre combat. L'extrême droite, avec ses discours sexistes, vise à réaffirmer un ordre patriarcal, remettant en cause les droits acquis des femmes. En renforçant la lutte pour l'égalité dans tous nos secteurs, nous combattons directement l'idéologie réactionnaire. Notre engagement s'étend également aux droits des minorités, qu'elles soient ethniques, religieuses ou sexuelles, pour contrer la division et le détournement d'attention orchestrés par l'extrême droite. La solidarité est la clé pour faire reculer ces idées de haine.

L'ensemble de la CGT doit également s'engager pleinement dans la mobilisation du 8 mars pour en faire une journée de grève interprofessionnelle, afin d'imposer l'égalité et la fin des discriminations.

# RÉSOLUTION 2



Développer le collectif départemental contre l'extrême droite pour qu'il devienne un espace de réflexion large, avec différents secteurs représentés, davantage que ceux actuels et qu'il soit force de proposition d'actions engageantes pour les syndiqué·es.



Permettre de coordonner des initiatives à l'échelle départementale contre les idées d'extrême droite.



Renforcer la formation syndicale de nos adhérent·es afin qu'ils soient capables de déconstruire ces discours toxiques de l'extrême droite dans la vie comme au travail.



Poursuivre et enraciner un calendrier de lutte pour nos actions militantes contre toutes les discriminations LGBTQIA+ (marche des fiertés, ...), pour l'égalité femmes-hommes (25 novembre, 8 mars, ...)



Mettre en place un Comité Départemental de l'UGICT.

# PARTIE 3 - LA VIE SYNDICALE

La vie syndicale de l'Union Départementale CGT Moselle est une nécessité collective, portée par des syndiqué·es, des militant·es, des responsables, tous et toutes engagé·es pour la défense des droits des travailleurs et travailleuses. La formation, le lien territorial, la coordination des actions, autant d'éléments qui sont au cœur de notre stratégie pour renforcer le syndicalisme dans notre département.

Les mobilisations contre la réforme des retraites ont donné un coup de jeune au syndicalisme. Des milliers de salarié·es ont rejoint la CGT durant cette période. En Moselle, les effectifs d'adhérent·es remontent pour la première fois depuis 10 ans. Cela doit à la fois nous encourager et nous mobiliser pour faire du syndicalisme de masse un outil essentiel du rapport de force.

En effet, comment contester, rassembler, proposer et construire dans l'entreprise sans des syndiqué·es nombreux et nombreuses, divers, à l'image des salarié·es, mais uni·es pour la défense de leurs revendications ?

L'intervention des salarié·es, leur mobilisation, ne sont pas l'affaire de générations spontanées, mais l'affaire de travail dans la durée, d'organisation de vie collective et de démocratie dans le syndicat. Le syndicalisme, notre syndicalisme, a des défis considérables à relever.

Nous ne devons pas lâcher notre travail au quotidien auprès des salarié·es à partir de leurs préoccupations liées aux conditions concrètes de travail. Le syndicat ne doit pas régler les affaires à la place des salarié·es mais avec elles et eux.

## **Des moyens financiers pour mener notre activité**

Pour répondre aux enjeux d'aujourd'hui, développer notre syndicalisme de masse, de classe, démocratique, indépendant, pour gagner le progrès social, notre CGT a besoin de ressources financières.

## **Les cotisations des syndiqué·es sont au cœur du financement de la CGT.**

Pour assurer l'indépendance financière de l'UD, la cotisation doit constituer la principale ressource de notre budget. Elle participe à notre indépendance vis-à-vis du patronat et du gouvernement. La cotisation du de la syndiqué·e est la marque de son appartenance à notre organisation syndicale c'est le premier acte de participation à la défense collective des travailleurs et des travailleuses.

Les ressources issues des cotisations dépendent non seulement du nombre de syndiqué·es mais aussi du nombre annuel de timbres réglés au syndicat.

Porter partout le niveau de cotisation mensuelle au taux statutaire de 1 % est un enjeu majeur, directement lié à l'utilité du syndicalisme confédéré et de ses organisations. Le règlement des cotisations par le syndicat doit se faire régulièrement pour donner à toute la CGT les moyens de son fonctionnement.

Pour pérenniser, développer notre activité, la question du renforcement de notre organisation est un élément indispensable pour élever le rapport de force. Plus de syndiqué·es, plus de cotisations, ce sont plus de moyens pour toutes les organisations pour mener l'activité revendicative.

## **3-1- Les instances de l'UD**

### **L'Assemblée générale**

L'un des moments phares de la vie syndicale est l'Assemblée générale (AG) des syndicats. Cette instance de délibération est un outil essentiel à la structuration des débats et à la prise de décisions collectives. Lors d'une AG, les syndicats du département se réunissent pour échanger, proposer et voter sur des sujets d'importance majeure. Cela peut concerner des revendications, des stratégies d'action ou des positions à adopter vis-à-vis des politiques patronales ou publiques.

Préparer une Assemblée générale au sein de l'Union Départementale demande un travail en amont, tant dans l'organisation que dans la réflexion. Chaque syndicat doit avoir l'opportunité de faire entendre sa voix, de présenter ses préoccupations, mais aussi de prendre part aux décisions communes. L'objectif d'une AG n'est pas simplement de discuter, mais bien de décider collectivement des orientations stratégiques de l'UD et de la CGT dans son ensemble sur le territoire mosellan.

### **La Commission Exécutive**

La Commission Exécutive (CE) de l'UD Moselle est un autre rouage fondamental de notre structure syndicale. Composée de représentant·es désigné·es par les syndicats, et élu·es par le congrès, elle a pour mission de mettre en œuvre les décisions prises durant le congrès et d'assurer la continuité de l'action syndicale au quotidien.

Cependant, il est important de rappeler que les membres de la CE ne sont pas les porte-parole de leur syndicat d'origine au sein de l'UD. Lorsqu'elles et ils intègrent la CE, elles et ils deviennent des responsables de l'UD, portant une responsabilité collective.

En tant que membres de la CE, chaque camarade se voit confié un mandat pour s'investir pleinement dans la vie et le déploiement de l'Union Départementale. Elle ou il doit agir activement, participer à la mise en place des stratégies définies, et contribuer au développement du syndicalisme dans son ensemble, bien au-delà des intérêts de son syndicat spécifique. Il ne s'agit pas de donner un simple avis lors des réunions, mais bien de s'impliquer concrètement pour renforcer le rayonnement de l'UD CGT Moselle et attirer davantage de travailleurs et travailleuses vers notre syndicat. Ce travail nécessite un engagement fort et une volonté de défendre non seulement les revendications professionnelles, mais aussi de promouvoir l'idéal syndical dans toutes les luttes.

### **Les collectifs et comités**

Directement issus de la volonté du congrès, et mis en place par la commission exécutive, les collectifs et les comités sont des groupes de travail spécifiques qui permettent d'avancer dans l'analyse de questions spécifiques comme l'égalité

femmes-hommes par l'intermédiaire du collectif femmes-Mixité, la lutte contre les idées d'extrême-droite par le collectif du même nom, la lutte contre la répression par un comité dédié. La lutte contre les discriminations LGBTQIA+ est aussi au centre de nos combats, et un collectif doit être animé par les camarades, tout comme au sein du collectif Sans-Papiers, ou du collectif Privés d'emploi...

Si ces collectifs sont d'une importance capitale, ils doivent aussi être plus facilement mis en lumière pour faire connaître leurs travaux, et permettre à chaque membre de la CE d'être sur le même niveau d'information.

Cela passe par des comptes rendus plus réguliers des collectifs et comités et de leurs rencontres syndicales. Nous ne pouvons pas nous contenter d'un bilan au congrès, c'est aussi au moment des assemblées générales ou des comités généraux de l'UD que le moment permet un point pour que tous et toutes les camarades présent·es puissent prendre pleinement conscience de l'analyse collective portée par les groupes issus de la CE.

### **3-2- La communication et le revendicatif**

L'importance de la communication syndicale n'est plus à démontrer, et son objectif est clair, il consiste principalement à populariser et à confronter les revendications pour sensibiliser le plus grand nombre. C'est un moyen pour que nos propositions soient comprises et partagées pour contrer la propagande capitaliste et libérale omniprésente.

Face à l'ampleur des campagnes patronales et gouvernementales, la communication est un outil fondamental pour démonter les discours de l'extrême droite et des partisans du capital.

Les tracts, les journaux (Le Travailleur Mosellan), sont des outils que nous maîtrisons et qui vont dans le sens de propagation de nos idées. Cette communication permet d'aller au contact des salarié·es, sur leur lieu de travail et de porter notre communication mais aussi travailler notre argumentaire pour faire adhérer à nos idées et à notre organisation syndicale.



Le site internet et les réseaux sociaux sont des outils essentiels pour véhiculer notre message syndical, cela permet de toucher des milliers de personnes rapidement, mais posent des questions cruciales sur la concentration des pouvoirs, car le contrôle de ces réseaux par des entreprises privées peut influencer les contenus et les discours. Nous nous devons d'avoir une approche critique : bien que les réseaux soient indispensables pour la diffusion rapide d'idées, la CGT Moselle incite à une réflexion sur leur utilisation tout en continuant à s'appuyer sur ces outils pour maximiser la portée des campagnes.

La communication c'est aussi un acte militant, mobilisation par les images et messages : La CGT Moselle encourage une communication visuelle impactante et accessible pour renforcer la compréhension et le soutien populaire.

Augmenter le nombre de syndiqué·es est une priorité, et une communication bien pensée peut y contribuer en rapprochant le syndicat des travailleurs et travailleuses isolé·es.

### **3-3- Le lien territorial**

La structure de la CGT repose sur un équilibre essentiel entre l'autonomie des syndicats et la coordination territoriale. Si les syndicats sont souverains dans leur champ professionnel, ils ne peuvent prospérer sans une connaissance approfondie de leur environnement. En effet, les métiers et secteurs sont souvent interconnectés sur un même territoire, et ignorer cette réalité reviendrait à négliger une partie des enjeux de lutte contre le capitalisme.

Le rôle de l'Union Départementale CGT Moselle est d'assurer cette coordination territoriale en travaillant en étroite collaboration avec les Unions Locales et les syndicats locaux. Ensemble, ils peuvent analyser le tissu économique et social du département, comprendre les dynamiques entre les différents secteurs et créer des synergies dans leurs actions revendicatives. Le capitalisme fonctionne comme une pieuvre, organisant et structurant tous les travailleurs et travailleuses autour de ses propres intérêts et dans tous les secteurs. Ceux-ci doivent être compris et analysés pour pouvoir lutter efficacement contre le capitalisme. C'est le rôle de l'Union Départementale d'effectuer ce

travail d'analyse et de proposer aux syndicats les éléments de compréhension pour agir ensemble.

La force de la CGT réside dans sa capacité à marcher sur ses deux jambes : une jambe professionnelle, avec des syndicats forts dans chaque secteur, et une jambe territoriale, où l'UD joue un rôle clé pour renforcer les actions collectives.

Le lien avec les Unions Locales (UL) est également fondamental dans cette dynamique territoriale. Les UL, réparties dans les différentes communes du département, sont des relais indispensables pour diffuser les idées et les actions de la CGT au plus près des travailleurs et travailleuses.

Une UL forte, active et bien structurée permet de renforcer la présence de la CGT dans les entreprises, mais aussi dans les lieux de vie. Durant le dernier mandat, ce lien entre l'UD et les UL a été repensé et renforcé, mais il est essentiel de poursuivre ce travail, car une UL forte équivaut à un territoire fort pour la diffusion des idées et des luttes syndicales. Un travail de réflexion doit être engagé sur la meilleure façon d'être utile au plus près des salariés.

### **3-4- Se syndiquer et militer**

Un des rôles essentiels de l'Union Départementale est également d'assurer la formation syndicale. Cette mission est primordiale pour accompagner les syndiqué·es dans leur évolution et pour former les militant·es de demain.

La formation syndicale est organisée en plusieurs niveaux.

La formation d'accueil « s'impliquer à la CGT » permet une première découverte de notre organisation et du monde de la formation. L'UD sera aux côtés des syndicats et UL pour les aider à mettre en place ces formations.

Le niveau 1 « participer à la vie de la CGT » vise à former les militant·es, souvent en lien direct avec les UL, afin qu'elles et ils puissent agir efficacement au sein de leur entreprise ou secteur.

Le niveau 2 « développer la CGT », quant à lui, concerne les responsables, celles et ceux qui seront amené·es à prendre des responsabilités plus importantes, notamment au sein de la CE ou dans des instances de leur syndicat, de leur fédération, de leur union.

La formation ne se limite pas à l'acquisition de connaissances techniques ou juridiques. Elle est aussi une école du militantisme, permettant à chaque camarade de passer du statut de syndiqué·e à celui de militant actif et militante active. Cette formation est non seulement bénéfique pour la ou le camarade, mais elle est également essentielle pour le syndicat, car elle permet de compter sur un plus grand nombre de camarades pour être mandaté·es.

Les défis que nous avons à relever ne peuvent être portés par un nombre restreint de responsables syndicaux. Il est crucial d'élargir la base de militant·es capables de porter la voix de la CGT sur tous les terrains. De nombreuses et nombreux camarades sont mandaté·es pour représenter notre organisation auprès de diverses instances (protection sociale, éducation, médecine du travail...).

### **3-5- Les mandats**

Faire vivre la CGT c'est aussi avoir des mandaté·es dans toutes les instances qui le proposent. Il est impératif que l'UD de la Moselle trouve les candidat·es volontaires pour y participer. Mais il est tout aussi nécessaire l'UD Moselle les forme. L'UD Moselle doit aussi s'assurer que les mandaté·es respectent leur engagement, portent la voix et les valeurs de la CGT et qu'ils et elles rendent compte.

### **3-6- La syndicalisation des femmes : une priorité pour notre organisation**

La CGT Moselle doit renforcer son implantation dans les secteurs où les femmes sont majoritaires. Alors que les femmes représentent 50 % du salariat, elles ne constituent que 38 % des syndiqué·es de la CGT, 31 % des militant·es de nos instances et 25 % des « premier·es d'orga ». Une démarche volontariste est nécessaire pour leur permettre de prendre toute leur place dans l'organisation. Il est essentiel de permettre aux camarades de concilier engagement syndical, vie professionnelle

et parentalité. La CGT Moselle doit donc mettre en place des mesures concrètes : adaptation des horaires de réunions et d'activités syndicales, prise en charge collective de la garde d'enfants et soutien à l'accès aux responsabilités. L'égalité réelle au sein de la CGT nécessite une mobilisation continue de toutes ses structures.

### **3-7- Les travailleurs et travailleuses isolé·es**

Il est important de ne pas oublier les travailleurs et travailleuses isolé·es, qui ne sont pas toujours en contact direct avec une structure syndicale. L'UD CGT Moselle doit redoubler d'efforts pour rassembler ces isolé·es et les intégrer dans les luttes collectives. Ce travail d'inclusion est indispensable pour renforcer notre base syndicale et pour offrir à chacun·e la possibilité de s'engager activement dans le syndicalisme.

### **3-8- Les retraité·es**

La continuité syndicale est également un enjeu fondamental. Les retraité·es doivent pouvoir continuer à défendre leurs revendications d'autant qu'ils subissent les attaques du gouvernement et du patronat. En poursuivant leur engagement syndical, elles et ils peuvent continuer à défendre les droits acquis, gagner de nouveaux droits et à lutter pour un avenir meilleur pour les générations futures.

### **3-9- Privé·es d'emploi et précaires :**

La syndicalisation des privé·es d'emplois et des précaires est, elle aussi, importante. Le capitalisme ne lutte jamais contre le chômage, il l'organise avec la complicité des gouvernements successifs au service du patronat pour faire baisser les salaires de tous les travailleurs et travailleuses et les obliger à travailler dans des conditions toujours plus lamentables.

Ce chômage de masse jette dans la pauvreté et l'isolement des pans entiers de la population. Plus les travailleurs, travailleuses sont pauvres plus elles et ils sont contraint·es d'accepter des emplois précaires.

Pour combattre la précarité nous devons les impliquer dans l'action collective des travailleurs et des travailleuses, qu'elles ou ils soient en intérim, en contrat court, en stage, à temps partiel imposé etc. ! Nous devons réfléchir à les aider pour sortir de l'isolement et pour les impliquer dans la lutte générale pour l'émancipation des travailleurs et des travailleuses.

Le chômage et la précarité sont des problématiques qui concernent l'ensemble des travailleurs et des travailleuses, et c'est l'affaire de la CGT tout entière.

Leur expérience, leur savoir-faire et leur militantisme sont des ressources précieuses pour la CGT. En restant actifs et actives, elles et ils peuvent continuer à défendre les droits acquis et à lutter pour un avenir meilleur pour les générations futures.

### **3-10- Lutte contre les Violences Sexistes et Sexuelles**

La CGT s'est dotée depuis 2016 d'une cellule de veille contre les violences sexistes et sexuelles internes à l'organisation, afin d'accompagner les victimes et d'aider les structures syndicales à agir. Pérennisée et renforcée par le 52e Congrès, elle joue un rôle essentiel de prévention et de sensibilisation. La lutte contre ces violences doit être intensifiée, car nous ne pouvons pas nous en remettre uniquement à la justice patriarcale pour faire respecter nos valeurs.

La CGT affirme clairement que le sexisme, le racisme, les discriminations LGBTQIA+ et toutes formes de violences ou discriminations n'ont pas leur place dans notre organisation.

La CGT Moselle s'engage à garantir un cadre syndical exemplaire :

- en protégeant les victimes dès que les faits sont signalés, notamment par la mise en place de mesures conservatoires.
- en appliquant le cadre commun d'action contre les violences sexistes et sexuelles adopté lors du Comité confédéral national.
- La lutte contre les violences sexistes et sexuelles doit se renforcer à tous les niveaux, dans l'activité quotidienne des syndicats, par une prise de conscience collective et une plus grande place accordée aux femmes dans les responsabilités syndicales

# RÉSOLUTION 3



Poursuivre la dynamique annuelle d'assemblée générale des syndicats et la développer pour qu'un maximum de secteurs soient représentés.



Rendre plus lisible l'action des collectifs par une communication accrue et des comptes rendus d'étapes plus réguliers de la part des animateurs et animatrices de ces collectifs.



Poursuivre la dynamique de communication par nos moyens ordinaires (tracts et journaux) et rendre accessibles nos revendications par l'intermédiaire des moyens de communication plus dynamiques (vidéos, Réseaux Sociaux, ...).



Redonner du sens à la mission de l'UD de faire du territoire un lieu de lutte coordonné entre les différents secteurs professionnels.



Faire une information synthétique des sujets abordés à la CE de l'UD à l'adresse des syndicats au moins trois fois par an.



Poursuivre le travail avec les UL pour mettre en place un tissu territorial réactif pour les luttes futures et pour la syndicalisation massive des travailleurs et des travailleuses.



Mettre en place un travail de fond en lien avec les différentes structures du territoire (UL, syndicats, groupements etc...) pour une mise à jour de Cogitiel.



Poursuivre le travail de fond réalisé concernant les formations syndicales organisées par l'UD et (re)mettre en place de nouvelles formations en lien avec les besoins des syndicats pour développer leur vie syndicale.



Travailler à la consolidation et à l'élargissement de l'équipe de formateurs et de formatrices afin d'augmenter le nombre de sessions de formations et donc de syndiqué·es outillé·es.



La CGT Moselle poursuivra la lutte contre les violences sexistes et sexuelles en formant les dirigeant·es et les syndiqué·es le plus largement possible

## CONCLUSION :

**La vie syndicale de l'Union Départementale CGT Moselle est une aventure collective, portée par des syndiqué·es, des militant·es, des dirigeant·es, tous et toutes engagé·es pour la défense des droits des travailleurs et des travailleuses. La formation, le lien territorial, la coordination des actions, autant d'éléments qui sont au cœur de notre stratégie pour renforcer le syndicalisme dans notre département.**

**Le document d'orientation que nous avons élaboré trace une feuille de route claire pour les quatre prochaines années. Il définit les priorités d'action et les objectifs à atteindre pour renforcer la CGT, tant sur le plan syndical que territorial.**

**Ce document nous permettra de faire un bilan précis à la fin du mandat, et de mesurer les avancées obtenues grâce à l'implication de chacun·e dans la vie syndicale de l'UD Moselle.**